

REPÈRES DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

Invitation au débat.

Document de la Commission Sociale des Évêques de France

Disponible en librairie le 5 mai 2005. Coédition Bayard, Cerf, Fleurus-Mame

"Repères dans une économie mondialisée" présente quelques éléments de réflexion sur la situation économique et financière dans le contexte d'une économie de marché mondialisée. Dix-sept ans après "Créer et Partager", vingt-trois ans après "Les nouveaux modes de vie" réflexions qui traitaient des questions du travail, du chômage, de l'économie. Ce document ne porte pas sur la Mondialisation, mais sur l'économie et la financiarisation de l'économie dans le contexte de la mondialisation. Il ne se substitue pas à "Maîtriser la mondialisation" texte publié en 1999 par le Service Justice et Paix. Il annonce le Compendium de la pensée sociale de l'Église publié par la Conseil Pontifical Justice et Paix dont une partie traite de l'économie.

Repères dans une économie mondialisée, est écrit à un moment de l'histoire où le marxisme ne constitue plus ni une alternative, ni un pôle de résistance face à la pratique de l'économie de marché. Celle-ci s'est déployée, et imposée d'une manière quasi exclusive avec ses performances technologiques, ses courbes de croissance. Elle a profité de la levée des frontières et de la rapidité des moyens de communication pour s'ouvrir à de nouveaux marchés.

Le bilan n'est pas pour autant satisfaisant. Les conditions de vie de milliards d'êtres humains ne se sont pas améliorées de manière significative. La convoitise suscitée par les richesses des pays développés, auprès de ceux qui ont faim, de ceux qui sont malades, et privés de liberté, a provoqué bien des drames tels l'enrichissement d'un petit nombre, l'immigration de beaucoup d'autres, les guerres civiles, le terrorisme... Pour sortir de la globalisation de la souffrance et de l'injustice, il est urgent et nécessaire d'interroger nos pratiques économiques et leurs finalités au regard du sens de l'homme et de son histoire hérité de la foi chrétienne.



Rompre le silence sur des sujets aussi complexes et face aux situations de pauvreté ou d'injustice, ne peut se satisfaire d'un cri d'indignation. Aussi avons-nous voulu, au-delà d'une simple description de la mondialisation de l'économie de marché, pénétrer dans ses pratiques, les comprendre de l'intérieur dans leurs effets sur les personnes, sur les entreprises, sur les peuples et leur culture.

Nous souhaitons redonner confiance à l'intelligence, assurés qu'elle est capable de mettre cette économie au service du développement intégral de l'homme. Pour y parvenir nous sommes bien conscients que la croissance économique est une nécessité. Mais à condition que cette croissance n'ait pas pour seule visée un profit fondé sur le court terme et l'endettement. La fascination d'un enrichissement rapide et immédiat, tel que nous le constatons tant chez les individus que pour les entreprises ou les Etats, traduit l'angoisse et le manque d'espérance qui habitent les hommes de notre génération. Notre souhait est que chacun prenne sa place dans la production par un vrai travail. Nous abordons les questions de la formation, de la recherche, des risques, de la consommation, de la solidarité à faire grandir entre tous par une redistribution des richesses qui n'exclue ni l'impôt ni l'économie du don. Les richesses produites par le plus grand nombre

contribueront alors à éradiquer la faim, les maladies, les guerres, les conséquences d'une pollution incontrôlée....

Ainsi la finance non seulement ne sera pas déconnectée de l'économie, mais la croissance aura pour objectif de réintroduire le concept de qualité, de partage, de justice.

La croissance est une manière juste et normale d'obtenir les biens et services nécessaires à une vie confortable et digne. Elle court sur le long terme d'une vie tout entière et d'une génération sur l'autre. Elle consiste à se responsabiliser, à oser prendre les risques dans le temps, à ne pas épuiser ses forces ou celles des autres, ni même la terre qui nous est confiée. Entreprendre ensemble pour créer des richesses suppose que chacun se mette au travail, mais aussi que soient inventés de nouveaux métiers, que soient formés les jeunes et les moins jeunes pour y accéder quels que soient leur âge, leurs qualifications, leur origine. La vie professionnelle doit être un lieu de créativité pour le plus grand nombre.



Le rapport de forces entre le pouvoir de l'argent et le travail a été transformé par la mondialisation de l'économie ; le nouveau paysage des relations entre les nations a modifié le jeu d'équilibres entre les forces patronales, syndicales et politiques. C'est précisément de cela qu'il convient de débattre. Une société qui n'aurait plus de contre-pouvoir courrait le risque de n'être plus au service de tous, de n'être plus démocratique.

Pour les années qui viennent, une des questions majeures est de reconstituer de telles forces, non pour en faire des opposants systématiques à toutes propositions, mais pour qu'elles soient des forces de propositions et deviennent ainsi des partenaires exigeants, situés à leur juste place pour défendre l'intérêt des plus pauvres et des moins performants, des exclus et des salariés ou des travailleurs aux faibles revenus du Nord et du Sud. Il ne s'agit pas, dans l'éveil des consciences ; d'en appeler seulement à la responsabilité individuelle. Il est ici question que les autorités politiques et les institutions privées s'engagent à soutenir de tels corps intermédiaires, leur laissant la liberté d'action voulue pour rétablir ce rapport de forces autrement que par la violence à laquelle conduit la désespérance. Cela implique une volonté politique courageuse qui permette de franchir la frontière qui existe entre un simple réajustement des pratiques actuelles et l'instauration d'une justice véritable au service du bien commun.

Dans le jeu d'une société, les détenteurs d'un pouvoir auront toujours la tentation de penser qu'il suffit de quelques mesures de vigilance pour y parvenir. Cette justice ne se trouve pas dans le prolongement d'un tel réajustement. Le questionnement et la nouveauté d'une pratique de l'économie, pour être plus juste, interrogent les structures qui l'encadrent et la fascination pour l'argent ainsi qu'une absurde accumulation des biens.



Repères pour plus de justice, est habité des points forts de la pensée sociale de l'Eglise. De nombreux chrétiens ont perdu l'habitude de s'interroger sur leur vie professionnelle à la lumière de cet enseignement, comme à la lumière de l'Évangile qui l'inspire. Aussi, après avoir exorcisé nos peurs face à l'avenir, après avoir quitté le niveau des critiques faciles, formons le vœu que ce document aide à nous réconcilier avec le quotidien de la vie sociale, de la vie professionnelle, le quotidien de la construction du monde, des responsabilités et des risques qui sont le lot quotidien de la condition humaine.

Nous souhaitons partager ces repères avec tous, y compris avec les personnes qui ne partagent pas notre foi chrétienne. A découvrir ensemble que l'aventure de nos vies est

passionnante, nous pourrions réenchanter les combats qu'il reste à mener pour le bien de tous.

Ce texte ne fera pas l'unanimité. Ce sera sa chance car, alors, il ouvrira un débat qui s'enrichira d'expériences et d'observations nouvelles. C'est ce que nous souhaitons.

Nous prenons la parole, persuadés que le respect des personnes appelle à s'arrêter devant la conscience de chacun. Nous souhaitons que la réflexion se poursuive parmi les lecteurs de ce texte et les acteurs de la vie économique, politique, syndicale et associative.

Selon la manière dont il est situé dans la société et dans l'entreprise, chacun sera sensible à tel aspect plutôt qu'à tel autre. Il jugera contestable un propos qui ne correspondra pas à son expérience. Là encore les remarques, les analyses, les échanges seront bienvenus.

Repères dans une économie mondialisée ne se présente pas comme une doctrine abstraite ou toute élaborée à laquelle il resterait à souscrire. Ce document invite au débat, à la recherche, à la mise en perspective avec d'autres expériences. Ce texte est une étape. Il veut aller à la rencontre de chacun pour qu'ainsi nous contribuions tous à cerner d'autres repères et peu à peu que nous les prenions en compte dans nos responsabilités quotidiennes.

L'objectif de ce texte sera atteint si chacun considère que sa marge de manœuvre est plus grande qu'il ne le pense pour changer ce qui peut l'être en devenant solidaire de l'avenir de tous.

■

Sommaire

I RISQUES DE LA FINANCES

Nouveau paysage de l'économie

- *maîtriser les excès*

Mise en place d'instances de régulation : du GATT à l'OMC

- *lente construction de ces instances*

Développement des activités financières

Conséquences de cette évolution

- apparition d'un nouveau type d'actionnaires
- priorité du court terme
- course à la concentration
- nouvelles armes de la spéculation
- fragilité d'une économie de l'endettement
- impact de l'uniformisation des normes comptables internationales

II CHANCES DE LA CROISSANCE

Finalité de la croissance

- d'où vient la croissance ?
- la croissance est un fait
- produire plus et répartir mieux

Création de richesses et esprit d'entreprise

Dominer sa domination

Nouvelle géographie de l'emploi

- les délocalisations
- une gouvernance plus démocratique
- régulation et audace
- une relation renouvelée au temps et à l'espace

III EXIGENCES DE LA JUSTICE

De la juste contribution de tous au développement : le travail

De la juste rétribution du travail : la rémunération

De la juste distribution des richesses : la fiscalité et la répartition

De la juste recherche pour entreprendre autrement : consommer autrement

